

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Comité du Cartel Intersyndical de la Fonction Publique et du Secteur Subventionné, réuni ce mardi 29 juin 2004, a pris acte avec consternation de l'issue des débats parlementaires et du vote du budget 2004.

Ce vote ne pénalise pas seulement les employé-e-s de l'Etat mais également l'ensemble de la population genevoise. Les coupes touchent aussi bien les salaires et les postes que des secteurs tels que les hôpitaux (accord 2002 bafoué), l'aide à domicile, l'instruction publique, le logement, le développement durable, l'aide au développement, les associations féminines...

Le Cartel ne croit pas à la prétendue division entre le Conseil d'Etat et la majorité du Grand-Conseil: c'est cette même majorité qui est à l'origine des dettes qu'elle prétend maintenant diminuer en forçant les employés et la population au sacrifice !

Nous ne répéterons jamais assez que cette crise financière n'est pas une fatalité mais bien le résultat d'une politique programmée des caisses vides qui vise à affaiblir le rôle redistributeur et régulateur de l'Etat. Car c'est bien d'une crise des recettes et non d'une crise des dépenses qu'il s'agit!

En outre, nous trouvons inadmissible que des député-e-s de droite dénigrent notre travail, nous méprisent ou même nous insultent.

Nous ne nous laisserons ni intimider ni décourager et continuerons à défendre des services publics de qualité et des bonnes conditions de travail et de salaire, puisqu'il est avéré que toute baisse de salaire dans la fonction publique entraîne une même tendance pour les travailleurs-euses du secteur privé.

Aujourd'hui c'est l'échéance du budget 2005 qui nous mobilise. En effet, nous maintenons toutes nos revendications et appelons la population à manifester son refus de cette politique en signant l'Appel de la Population aux Autorités Genevoises que le Cartel fait circuler pendant l'été.

Genève, le 29 juin 2004 :

Le Comité du Cartel Intersyndical
de la Fonction Publique
et du Secteur Subventionné